LES CONFÉRENCES DE L'ADEUS





L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise

SYNTHÈSE 3° CONFÉRENCE CYCLE ÉCONOMIE DES TERRITOIRES STRASBOURG / LE 12 JUIN 2012



LES GISENENTS DE CROISSANCE:

LES SECTEURS D'AVENIR À L'HORIZON 2030



Sommaire

La démarche prospective										
menée par l'ADEUS	-	-	-	-	-	-	- 2			

Le mot de la Directrice ----- 3

Les gisements de croissance : les secteurs d'avenir à l'horizon 2030

Cécile Jolly, économiste, Département
Travail, emploi et formation au Centre
d'analyse stratégique, et
Olivier Passet, conseiller auprès du
Président délégué au Centre d'analyse
économique - - - - - 4







La démarche prospective de l'ADEUS

Au moment où les enjeux mondiaux de changement climatique, crise économique et évolution des modes de vie réinterrogent notre façon d'envisager l'aménagement du territoire, l'objectif est de partager les options d'avenir que permet la prospective pour alimenter les documents cadres et faciliter la mise en cohérence des politiques publiques.

Pour ce faire, une démarche prospective menée depuis 2010 s'est construite autour de trois axes de travail :

- * Deux débats d'acteurs entre techniciens des collectivités et partenaires, dans le cadre des « Dimension Villes et territoires » de l'ADEUS. Le premier a permis de partager les enjeux du territoire durable et d'identifier les impacts sur les politiques publiques. Le second a dessiné l'organisation métropolitaine au fil de l'eau, pour évaluer les risques ou dysfonctionnements à anticiper.
- * Un séminaire de mise en perspective de la réalité locale par rapport aux réflexions nationales « Territoires 2040 » de la DATAR, qui donne un cadre d'évolution tenant compte des grands déterminants mondiaux.
- * Une co-construction, avec les partenaires, des options stratégiques pour le territoire en trois étapes :
 - une demi-journée de débat autour du scénario tendanciel et des facteurs de changement;
 - → une demi-journée de débat autour de premières fictions pour imaginer des alternatives au fil de l'eau avec pour cadre les scenarii de la DATAR;
 - une demi-journée de construction des grandes options stratégiques à partir de scenarii métropolitains contrastés pour le territoire.

Ces demi-journées ont été complétées en 2011, par trois conférences analysant le phénomène de métropolisation et le rapport des métropoles au monde et trois conférences en 2012, sur l'économie des territoires.

Les acquis de cette démarche nourrissent en 2012 l'élaboration des documents en cours : SCoTs, PLUs, PDH, etc. Ils ont fait également l'objet d'une large diffusion au travers des actes.

Une démarche innovante

La démarche prospective de l'ADEUS est innovante sur quatre points :

- * il s'agit de prospective participative;
- * le travail est réalisé à des échelles "transgressant" les limites administratives habituelles, au profit de la réalité du fonctionnement territorial et d'une meilleure action contre la fragmentation;
- * la méthode proposée est plus accessible et rapide que les exercices traditionnels de prospective;
- * la spatialisation des débats et des résultats en scenarii contrastés.



Le mot de la Directrice

Mieux comprendre nos enjeux T





Anne Pons Directrice générale de l'ADEUS

Cette conférence est la troisième du cycle portant sur l'Economie des territoires. Pourquoi traiter d'économie ? Parce que toutes les configurations territoriales ne sont pas équivalentes en termes de potentiel économique, et que mieux comprendre le rapport entre économie, urbain et territoires devrait nous aider à mieux nous situer et à mieux choisir.

Ainsi, Nadine Cattan, géographe, Directrice de recherche au CNRS, Directrice de l'UMR Géographie-cités, Présidente d'un des Groupes de prospective DATAR 2040, a ouvert ce cycle en février de cette année en interrogeant Les grands flux et portes d'entrées de la France.

Puis, plus près de l'emploi et des filières, les deux conférences suivantes : Tristan Klein, Chef de projet Prospective des métiers et des qualifications au Centre d'analyse stratégique, nous a donné des perspectives à partir du point de vue des personnes au travail sur l'évolution

du travail et de l'emploi dans vingt ans : accélération des tendances ou rééquilibrage ? Et la conférence de ce soir, Les gisements de croissance et les secteurs d'avenir à l'horizon 2030, qui traite de ce même sujet d'un point de vue plus macroéconomique.

C'est-à-dire que la crise que vivent nos sociétés remet en question une idée de la croissance telle que promue depuis des décennies, malgré de grands krachs mémorables. Nous voyons des bas de cycle, nous voyons des secteurs encore en plein développement et ne savons plus décrypter le modèle de développement ou de croissance dans lequel nous nous trouvons. De quoi cette crise est-elle donc l'opportunité durable ?

Les scénarii bâtis par le Centre d'analyse stratégique dans le cadre de son rapport « Les secteurs de la nouvelle croissance : une projection à l'horizon 2030 », qui sont présentés ce soir, me semblent plus intéressants par la lecture du monde en changement qu'ils laissent entendre que par l'orientation éventuelle sur un secteur ou l'autre voué à l'essor et présenté comme un phare à notre désorientation. La clé qu'ils nous donnent, c'est la certitude de la crise durable et de solutions durables dans cette crise, sous couvert de ne pas l'éluder mais de la prendre en compte.

Entre le choix d'une société de qualité low cost et celui d'une société produisant et vivant dans la haute qualité, il y a les investissements et les processus de mutation. Comment investir et transformer notre économie en période d'argent (public) rare? Quel rôle de chacun dans cette mutation? Ces deux grandes options ne coexistent-elles pas déjà ? À quelles conditions, les gisements de croissance?

Nous accueillons Cécile JOLLY. Economiste au département Travail Emploi et Formation du Centre d'analyse stratégique, et Olivier PASSET, Conseiller auprès du Président délégué au Conseil d'analyse économique, pour nous présenter leurs points de vue et leurs travaux.



Les gisements de croissance :

Les secteurs d'avenir à l'horizon 2030





Cécile Jolly Économiste, département Travail, emploi et formation au Centre d'analyse stratégique

Alors que les turbulences qui agitent les marchés semblent focaliser l'attention sur le court terme, revenir aux fondamentaux et envisager les ressorts de notre croissance sur la longue durée est une manière de réduire les incertitudes. Peut-on, sur la base des comportements standards des agents, en intégrant les contraintes économiques liées aux enjeux environnementaux, au retour des soldes financiers publics sur des niveaux soutenables et aux modifications de prix et de productivité issus de la crise, générer de la croissance et sur quel type de spécialisation ?

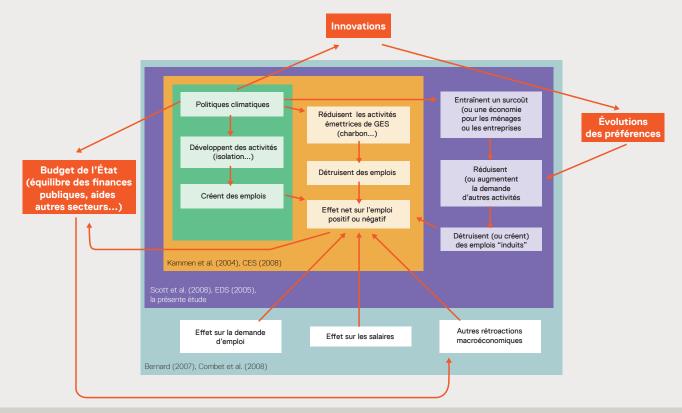
La projection de long terme de la croissance française et de ses moteurs sectoriels ne saurait être purement tendancielle. Elle doit tenir compte des effets de la crise mais également de certaines mutations majeures. La transition écologique, la hausse des matières premières, le basculement du monde vers les émergents, le vieillissement de la population transforment, contraignent et irriguent les secteurs d'activité. Les politiques engagées (qu'il s'agisse de la réforme des retraites, du Grenelle de l'environnement ou des objectifs de stabilité budgétaire à moyen terme) agissent aussi sur les perspectives de croissance. Ces évolutions d'une économie en transformation mais qui n'a pas achevé sa mue conditionnent les scénarii de sortie de crise et de croissance à long terme. Les trois scénarios bâtis par le Centre d'analyse stratégique dans le cadre du rapport "Les secteurs de la nouvelle croissance : une projection à l'horizon 2030 " montrent que l'incertitude réside moins dans la performance moyenne de croissance que dans sa composition sectorielle.



Olivier PassetConseiller auprès du Président délégué
au Centre d'analyse économique







DES MÉCANISMES ÉCONOMIQUES QUI JOUENT SUR DES MODES CONTRADICTOIRES

Les conditions macro-économiques de la croissance

La croissance est confrontée à deux défis majeurs, celui de la résolution de la crise de financement que traversent les économies développées depuis 2007 et celui de la transition écologique.

Les études empiriques (Reinhart et Rogoff, 2009; Cerra et Saxena, 2008) suggèrent que l'occurrence d'une crise financière ou bancaire affecte négativement et de façon persistante la production soit en tendance soit en niveau (décrochage non rattrapé par la suite). Elles entraînent en moyenne une perte cumulée du PIB par tête de 9 à 12 % à horizon de deux ans, sans récupération totale des pertes de PIB par la suite.

La correction permanente des ratios d'endettement dans certaines économies réduit le niveau de la demande mondiale. La déformation durable de certains prix de facteurs participe aussi au décrochage permanent de la production dans de nombreux secteurs. La crise affectera néanmoins la productivité des secteurs de façon différenciée. La situation initiale, dans la crise, est déjà fortement hétérogène. Certains secteurs

implantés sur les marchés émergents continuent à faire montre de performances enviables (exemple de l'aéronautique ou de certains secteurs à forte intensité technologique). Les baisses des prix d'actifs et du coût du capital déjà observées multiplient les opportunités d'investissement et de fusions/ reconcentration/recomposition au sein des secteurs. A l'avenir, la hausse du prix des ressources rares aura une plus forte portée pour les entreprises ou filières dépendantes des matières premières. Une hausse des taux d'intérêt ou plus généralement une restriction du financement affectera plus fortement les secteurs capitalistiques : le bâtiment ou les secteurs producteurs de biens durables manufacturiers. L'intensité de la contrainte financière aggrave de surcroît la portée des chocs macro-économiques à venir. La spécificité des deux décennies qui s'ouvrent tient au fait que les économies sont soumises à une contrainte forte de soutenabilité de leurs finances publiques. Tout choc négatif sur les prix ou sur la demande est aggravé par un surcroît d'effort discrétionnaire des Etats pour faire revenir le déficit sur sa cible de 3 %, qui stabilise la dette ou en favorise son érosion graduelle.



La transition écologique recouvre les défis de la raréfaction des ressources naturelles et celui de la lutte ou l'adaptation au changement climatique qui sont deux problèmes de nature différente :

- La raréfaction des ressources naturelles pose la question de l'adaptation à un monde, qui s'enrichissant, consomme plus de matières premières dont la ressource est limitée. La hausse des prix qui en découle agira de façon décisive sur la composition et les technologies de la production.
- La question de la lutte contre le changement climatique est un problème de gestion d'un bien public mondial, le climat, mis en danger par des émissions de gaz à effet de serre. Afin de limiter les émissions il est possible d'introduire soit un marché de permis d'émission soit de recourir à une taxe égale au dommage généré. Ces deux solutions induisent des coûts supplémentaires pour les agents économiques mais créent également des ressources (produit de la vente des permis aux enchères ou de la taxe) et induisent des effets distributifs qui dépendent néanmoins des modalités de l'utilisation des sommes collectées.

La « verdisation » des économies a souvent été présentée comme une modalité de sortie de la crise, constituant une issue positive à travers la problématique de la « croissance verte ». La croissance retrouverait ses moteurs dans l'éclosion de nouveaux besoins et une relocalisation de la production liés au respect de la contrainte

environnementale. La diffusion des greentech deviendrait le nouveau vecteur de progrès technique. A court et moyen termes, c'est pourtant bien au cumul de deux contraintes fortes auxquelles sont confrontées les économies développées. La contrainte financière complique l'équation de la mutation verte. Les hausses des taxes sur le carbone et du prix des ressources rares, le durcissement du crédit au moment même où les particuliers devraient engager des coûts de transformation de leur logement ou s'orienter vers des technologies de transport coûteuses (moteur hybride ou électrique) créent une ponction sur l'économie et en retardent la transformation. La croissance verte ne constitue ainsi en rien une modalité de sortie naturelle et spontanée de la crise. Ses conditions de succès doivent être aménagées et pensées dans le temps.

La croissance verte demeure de surcroît une notion relative, qui se définit par rapport à un scénario de décroissance voulue ou subie. Il ne s'agit pas d'une manne de croissance supplémentaire par rapport à un sentier tendanciel. Soit les économies parviennent à limiter leurs émissions par le renoncement volontaire à une part de la production de richesse, soit elles obtiennent ce résultat par la créativité. Mais, quoiqu'il en soit, comme l'a souligné le rapport Stern, tout retard pris dans l'adaptation au changement climatique alourdit la facture pour la collectivité. Le "business as usual" constitue dès lors un scénario de décroissance à terme, puisque les économies seront confrontées à un surcoût d'adaptation.



L'émergence d'une économie verte constitue en définitive un processus de destruction/ créatrice dont l'effet net sur l'emploi est ambigu. L'impact macro-économique de la mutation environnementale va bien au-delà des secteurs environnementaux (éco-activités) et polluants. La verdisation de la production constitue un processus de réallocation inter et intra-sectoriels de forte ampleur. Les défis en matière d'adaptation des compétences couvriront dès lors un large spectre de secteurs et de maind'oeuvre. Le bouclage macro-économique de la croissance verte en terme de PIB et de niveau général d'emploi est intimement lié à l'analyse que l'on fait du progrès technique et de sa diffusion. Le progrès technique au sens où il est entendu ici va bien au-delà de la guestion de l'éco-efficience, qui effectivement ne peut régler qu'une partie des enjeux et bute sur le problème des effets de rebond. Le sens de cette analyse conditionne la dynamique des revenus et, in fine, la vitesse d'émergence des nouveaux modes de consommation, en particulier des nouveaux services liés à l'économie de l'usage : le consentement à payer les biens écologiquement et socialement responsables sera corrélé à la progression des revenus et à leur répartition :

- ⇒ Soit la « verdisation » des économies est analysée exclusivement sous l'angle des coûts supplémentaires qu'elle fait peser sur les agents. En ce cas, il en résulte inexorablement une dégradation du bien-être. La « verdisation » des économies aggrave alors la tendance haussière des dépenses contraintes et intensifie l'arbitrage en faveur de produits à faibles coûts fabriqués dans les pays émergents;
- → Soit la « verdisation » est interprétée sous l'angle du progrès technique induit. Le fait d'accorder un prix à des biens collectifs (sous forme de taxes ou de normes) stimule le progrès technique et valide les procédés économes en énergie (ce qui peut s'interpréter comme un choc de productivité positif). La mise en œuvre de process de production moins prédateurs mais plus complexes, de solutions de mobilité adaptées, la montée en puissance de nouveaux besoins induits par la densification des villes, la relocalisation de la production ou la réduction des chaînes de distribution s'interprètent alors comme une montée en gamme des produits et des services. Le bilan d'un tel processus de transformation des économies peut être positif s'il bénéficie d'une bonne adéquation des compétences.

Face à ces interrogations, la croissance verte a été traitée ici comme la réponse des agents à des chocs économiques combinés. Six chocs apparaissent comme les vecteurs potentiels du processus de destruction créatrice, susceptible de faire émerger la croissance verte :

- l'augmentation du prix des ressources rares et la volatilité du cours des énergies non renouvelables liée à l'inertie de l'adaptation de l'offre;
- le changement climatique et la taxation des émissions de carbone ;
- la mise en place de nouvelles réglementations et de normes dédiées à l'internalisation des contraintes environnementales non climatiques;
- l'évolution des préférences collectives et l'émergence possible d'un mode de consommation « éco-responsable »;
- le niveau et la structure des dépenses publiques environnementales ;
- les innovations technologiques portées par les efforts de recherche en matière de réduction des émissions de CO₂ et de la pollution.







LES GISEMENTS DE CROISSANCE : LES SECTEURS D'AVENIR À L'HORIZON 2030

Deux contraintes peuvent limiter ce processus : les contraintes de financement de l'État et les contraintes de revenu et de crédit des ménages, d'une part, qui limitent leur capacité de consommation et d'investissement dans les infrastructures et l'habitat durables ; les contraintes d'appariement sur le marché du travail, d'autre part, liées notamment aux mutations démographiques qui peuvent freiner la réallocation inter et intrasectorielle de la main-d'œuvre au cours de ce processus de transformation.

Le modèle multinational Némésis (modèle macrosectoriel européen de 27 pays, 30 secteurs, à croissance endogène), mobilisé pour cet exercice de scénarisation, comporte deux originalités notables par rapport aux outils conventionnels de modélisation. Sa segmentation sectorielle permet de produire des effets de composition entre branches d'activité hétérogènes qui font que le long terme n'est pas nécessairement pré-écrit de façon simple. Le modèle comporte également des propriétés de croissance endogène au sens où la R&D constitue un facteur de production et peut affecter la productivité globale des facteurs.

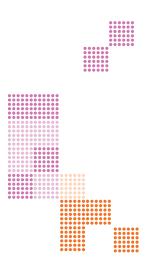
Environnement-Énergie Modèle macro sectoriel par pays Régions Régions

Source: "Les secteurs de la nouvelle croissance: une projection à l'horizon 2030" Rapports et documents, Centre d'analyse stratégique, janvier 2012 - http://www.strategie.gouv.fr/content/rapport-les-secteurs-de-la-nouvelle-croissance-une-projection-lhorizon-2030

UN CADRAGE MACRO-SECTORIEL À L'AIDE DU MODÈLE NEMESIS

- → Utilisation d'un modèle macro-sectoriel européen (27 pays, 30 secteurs éclatés ensuite en NES 36) à croissance endogène (performances économiques des secteurs dépendants de la R&D, externalités de connaissance): le PIB et la productivité sont le résultat des tendances sectorielles agrégées.
- Avantages : prise en compte du progrès technologique, des gains de productivité différenciés par secteurs, des interdépendances interindustrielles, des transformations liées au jeu des prix relatifs...
- ⇒ Limites : raisonnement à comportements constants, non prise en compte de certaines dimensions essentielles, notamment des phénomènes de polarisation géographique, des changements qualitatifs...

Extrait de la présentation "Les gisements de croissance : Les secteurs d'avenir à horizon 2030 " de Cécile Jolly & Olivier Passet, du Centre d'analyse stratégique, pour Les conférences de l'ADEUS.



Trois scénarios sont envisagés

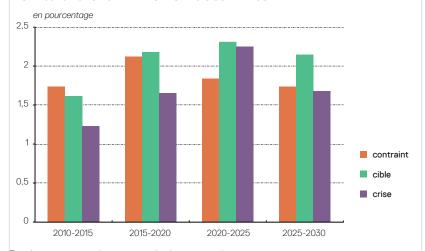
Les scénarios ont été bâtis pour tenir compte des incertitudes macro-économiques et microéconomiques qui entourent la croissance et son contenu. Les incertitudes portent d'abord sur le rythme de la croissance mondiale, les taux d'intérêt et le taux de change :

- * Il est peu probable que le processus de rattrapage qui caractérise le pays émergents soit continu et linéaire. Le rattrapage des émergents, de la Chine en particulier, pourrait être freiné par des tensions sociales et politiques accentuées par les déséquilibres démographiques. Une décélération de 0,75 point de la croissance mondiale après 2015 conduirait à une perte du PIB hexagonale cumulée sur 20 ans de 4 %. Elle se diffuserait à l'ensemble de l'économie : industrie, construction et administration via la contrainte budgétaire.
- * Les principales économies développées (hors pays du sud de l'Europe) connaissent un niveau exceptionnellement bas des taux d'intérêt réel (0 à 1%). On peut raisonnablement penser que les taux d'intérêt se normaliseront sous l'effet d'un rééquilibrage de l'épargne mondiale, d'une stabilisation des dettes publiques et de politiques monétaires et bancaires (Bâle III) plus restrictives. La projection envisage dès lors dans le scénario central une majoration de 100 points de base des taux qui entraînerait une perte cumulée de PIB de 3,5 % à horizon 2030. On ne peut néanmoins exclure que la correction soit plus brutale qu'anticipée. L'effet de la contrainte de crédit serait particulièrement marqué sur la construction, les industries de biens durables et les secteurs administrés.
- * Il est enfin possible que la défiance à l'égard des titres américains et une baisse de l'attractivité du marché américain ne maintiennent durablement une surévaluation de l'euro. Une telle tendance aurait un effet dépressif dans un premier temps (perte de compétitivité), mais produirait un effet revenu positif à long terme. Néanmoins, l'amélioration à terme du pouvoir d'achat des pays de l'UE tendrait à ralentir la recomposition de la production vers les secteurs moins polluants et les secteurs exposés.

Au plan micro-économique, l'adaptation des agents économiques aux transformations de l'économie reste incertaine :

- * La réussite de la transition verte dépend des conditions de financement. Soit la contrainte de financement limite les capacités publique et privée d'investissement, reportant les objectifs environnementaux de 2020 à 2030; soit la stabilisation financière couplée à une hausse des prélèvements environnementaux libère des marges de manœuvre pour les incitations et les investissements publics (respect des engagements environnementaux de la France).
- * L'exploitation des gisements de productivité dans les services jouera aussi un rôle déterminant dans la configuration sectorielle de la croissance. Soit on assiste à une montée en gamme des services via le développement d'une économie "servicielle" tournée vers l'optimisation des usages, soit la crise prolongée favorisera les stratégies low cost, le déversement de l'emploi dans les services à la personne à faible productivité et solvabilité. L'impact sur la productivité et la création de valeur sera alors négatif.
- * Enfin, le rythme de l'innovation technologique jouera un rôle clé pour favoriser une sortie par le haut de la crise financière et environnementale que traversent les économies. Il existe un fort potentiel d'innovation encore inexploité. Ce rythme naturel pourrait être ralenti par la dégradation des conditions macro-économiques, ou accéléré par une stabilisation financière et des incitations publiques.

LES PROJECTIONS DU PIB DANS LES TROIS SCÉNARIOS



Taux de croissance annuels moyens par périodes quinquennales. Source : calculs Centre d'analyse stratégique-NEMESIS

LES GISEMENTS DE CROISSANCE : LES SECTEURS D'AVENIR À L'HORIZON 2030

Face à ces incertitudes, trois sentiers de croissance à l'horizon 2030 sont envisagés :

- Le scénario « cible » envisage l'évolution de l'économie française vers un nouveau modèle de croissance à fort contenu en innovations, une orientation de l'économie vers des services de qualité mutualisant et optimisant l'usage des biens et ressources matériels, un renouvellement de la structure de production et de consommation qui bâtit notamment sa dynamique sur le développement des besoins inhérents au vieillissement de la population et à la préservation de l'environnement. Ce scénario résulte de la combinaison de quatre variantes agrégées : une hausse des dépenses de R&D, une augmentation de la productivité dans les services, une déformation des préférences des consommateurs en faveur des biens et comportements écoresponsables, la mise en place d'incitations fiscales et de signaux prix défavorables aux secteurs polluants. Le PIB croît de 2 % par an et la productivité de 1,6 %. Avec 2,2 millions créations d'emploi en 20 ans et un taux de chômage qui régresse à 6,3 %, ce scénario offre un sentier de croissance soutenable dans le respect des engagements environnementaux de la France.
- Le scénario « contraint » anticipe des évolutions médianes dans un contexte incertain, sur les prix (matières premières, taux d'intérêt, taux de change), la productivité, la consommation et l'innovation en tenant compte des réactions déjà constatées des secteurs et de l'emploi dans la crise. Le PIB croît de 1,9 % par an et la productivité de 1,5 %. L'économie crée 1,7 million d'emplois en 20 ans et le chômage régresse à 7,8 % en 2030.
- Le scénario de « crise » décrit une situation de dégradation de la compétitivité européenne sur les marchés extérieurs, dans un contexte de contrainte financière accrue pour les agents économiques (État, entreprises, ménages). Il agrège trois variantes : hausse des taux d'intérêt, appréciation de l'euro et ralentissement du commerce mondial. Le PIB ne croît plus que de 1,7 % par an et la productivité de 1,4 %. L'économie crée 1,6 million d'emplois en 20 ans avec un taux de chômage qui, à 8,2 %, reste élevé à l'horizon 2030.



PIB, PRODUCTIVITÉ, EMPLOI ET CHÔMAGE DANS LES TROIS SCÉNARIOS

		2010-2020	2020-2030	2010-2030
	Contraint	1,93 %	1,78 %	1,86 %
PIB (TCAM)	Cible	1,90 %	2,23 %	2,06 %
	Crise	1,44 %	1,96 %	1,70 %
Productivité (TCAM)	Contraint	1,37 %	1,67 %	1,52 %
	Cible	1,36 %	1,92 %	1,64 %
	Crise	1,07 %	1,71 %	1,39 %
Emploi (évolution en milliers)	Contraint	1 437	292	1 729
	Cible	1 361	805	2 166
	Crise	947	651	1 598
Taux de	Contraint	8,5 %	7,8 %	
chômage	Cible	8,7 %	6,3 %	
(fin de période)	Crise	10,1 %	8,2 %	

Source : calculs Centre d'analyse stratégique-NEMESIS





SCÉNARIO CONTRAINT

→ Hypothèses financières :

- Appréciation lente du taux d'intérêt réel (2 % en 2030) ;
- Taux d'inflation fixé à 2 % (inflation de 3 % aux Etats-Unis) ;
- Le taux de change euro-dollar revient progressivement à 1 euro = 1,20 \$ à l'horizon 2030. Réévaluation de 20 % du renminbi1.

→ Hypothèses sur le prix des matières premières

	2009	2015	2020	2030
Prix du pétrole	1,00	1,44	1,58	1,91
Prix agricoles	1,00	0,93	1,00	1,14
Prix des métaux	1,00	0,96	1,12	1,54

indice 100 = 2009

→ Hypothèses environnementales :

- Prix des quotas sur le Système Communautaire d'Echange de Quotas d'Emission à 24 € en 2012, puis se stabilisant à 31 € de 2020 à 2030 ;
- Mix électrique² en France conforme au bilan prévisionnel 2009 de RTE.

- Stabilisation du déficit à 3 % du PIB au plus tard en 2015 (fiscalité additionnelle).

Extrait de la présentation "Les gisements de croissance : Les secteurs d'avenir à horizon 2030 " de Cécile Jolly & Olivier Passet, du Centre d'analyse stratégique, pour Les conférences de l'ADEUS.

^{1.} Le yuan est la devise nationale de la Chine (et notamment de la République populaire), appellé egalement en République populaire de Chine "yuan renminbi" (en chinois "yuan monnaie du peuple", abrégé en "RMB".

2. La combinaison de différents processus de production pour ajuster l'offre à la demande qui varie dans la journée et dans l'année. Ces différentes sources composent le mix électrique

Les ressorts sectoriels de la croissance à long terme

Quelles sont les recompositions sectorielles de l'emploi qui se dessinent derrière les performances globales de l'économie entre 2010 et 2030 ?

Les tendances structurantes porteuses de création d'emploi

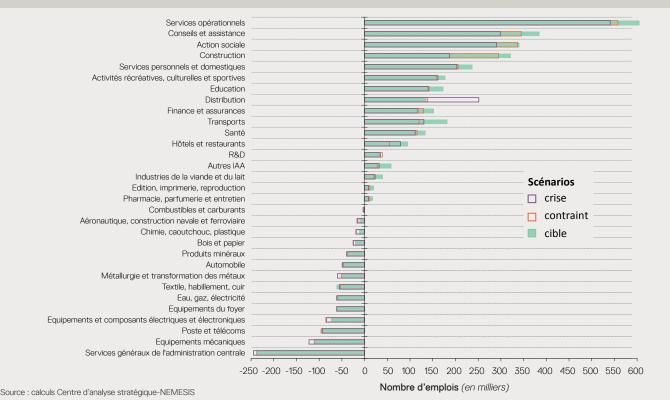
Quatre grandes tendances vont irriguer à terme l'économie française, constituer des gisements potentiels de création d'emplois dans l'ensemble des secteurs, et seront susceptibles de modifier les segmentations sectorielles comme les moteurs de croissance : le développement de services à plus haute valeur ajoutée, l'économie verte, l'innovation, les services à la personne.

L'avenir n'est pas dans l'industrie, mais dans le développement de services industrialisés. Malgré le palier atteint dans l'externalisation et les limites auxquelles sont parvenues les gains de productivité, l'industrie continue à détruire des emplois, même si l'emploi intérimaire et les services externalisés restreignent l'ampleur des destructions. Dans le même temps, l'industrie reste le creuset des innovations de produits, tandis que la montée en gamme des prestations de services,

comme le montre aujourd'hui Apple, doit s'appuyer sur une capacité productive. C'est donc une nouvelle articulation industrie/services qui sera le moteur de la croissance future. Cette articulation ne sera pas titrée par l'externalisation, comme par le passé, mais par la montée en gamme des services, contraints de livrer services et biens associés (comme dans les télécommunications) de meilleure qualité et de plus en plus « individualisés ». Cette modification impose, dans la distribution comme dans la construction par exemple, de nouvelles organisations plus efficientes et une meilleure maîtrise de leur chaîne de valeur. La mise à disposition de biens et services associés et la location d'un bien en lieu et place de sa possession peut permettre de renouveler certains secteurs industriels en restructuration (automobile) et peut avoir de surcroît des vertus environnementales (auto lib').

Comme pour la servicisation de l'économie, son verdissement porté par les incitations et les investissements publics en faveur de la transition écologique va irriguer l'ensemble des secteurs. La dynamique verte devrait affecter des industries matures de moyenne technologie en fort renouvellement (BTP et automobile, chimie dans une moindre mesure) et permettre le déploiement de filières industrielles de pointe dont les marchés sont déjà en phase de développement (énergies renouvelables, métrologie satellitaire), ou plus matures (assainissement de l'eau, gestion et recyclage des déchets).

LA DYNAMIQUE SECTORIELLE DE L'EMPLOI



LES GISEMENTS DE CROISSANCE : LES SECTEURS D'AVENIR À L'HORIZON 2030

Parce qu'elle est le principal moteur de différenciation des biens et services produits, l'innovation, qu'elle soit technologique ou portée par la marque, la qualité ou l'efficacité organisationnelle, constitue une tendances de long terme qui avantage les services à fort contenu cognitifs (R&D, ingénierie, marketing, publicité) et encourage, plus fortement encore que par le passé, un biais en faveur de la qualification.

Enfin, les tendances socio-démographiques (vieillissement de la population, bi-activité des couples) et les préférences des ménages en faveur de la santé et de l'éducation favorisent structurellement le développement de services d'utilité collective ou liés à la personne (santé, éducation, action sociale, services domestiques).



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SECTORIEL DANS LES TROIS SCÉNARIOS, 2010-2030

	Cont	raint	Cible		Crise			
	Variation	Taux de	Variation	Taux de	Variation	Taux de		
	de	croissance	de	croissance	de	croissance		
	l'emploi	de l'emploi	l'emploi	de l'emploi	l'emploi	de l'emplo		
	(milliers)	(%)	(milliers)	(%)	(milliers)	(%)		
Services à la personne et d'utilité collective	721	10,2	826	11,7	661	9,4		
Activités récréatives, culturelles et sportives	158	24,0	178	26,9	161	24,4		
Services personnels et domestiques	206	26,1	238	30,1	203	25,7		
Education	142	8,2	173	10,1	140	8,1		
Santé	116	8,1	134	9,4	111	7,8		
Action sociale	337	19,5	341	19,8	290	16,8		
Services généraux de l'administration centrale	-238	-10,9	-238	-10,9	-244	-11,2		
Industrie et services aux entreprises	508	7,5	669	9,9	409	6,1		
dont : secteurs technologiques et de gamme	440	16,3	546	20,2	389	14,4		
Industries de la viande et du lait	21	10,7	40	20,8	23	12,0		
Autres IAA	28	7,8	58	16,5	32	9,1		
Edition, imprimerie, reproduction	11	6,6	20	11,6	9	5,0		
Pharmacie, parfumerie et entretien	11	15,3	18	24,8	8	11,6		
Aéronautique, constr. Navale et ferroviaire	-15	-12,7	-11	-9,8	-17	-14,5		
Conseils et assistance	345	22,3	385	24,9	299	19,3		
R&D	39	16,0	35	14,5	34	14,0		
dont: secteurs en déclin ou en renouvellement	-490	-23,3	-482	-22,9	-520	-24,7		
Textile, habillement, cuir	-53	-40,7	-61	-47,3	-56	-42,9		
Equipements du foyer	-62	-38,0	-61	-37,6	-61	-37,8		
Equipements et composants électriques et électroniques	-84	-28,3	-74	-25,0	-85	-28,7		
Automobile	-47	-27,0	-51	-29,2	-49	-28,2		
Equipements mécaniques	-111	-27,9	-111	-27,9	122	-30,8		
Produits minéraux	-37	-25,4	-38	-26,1	-40	-27,2		
Bois et papier	-25	-17,3	-21	-14,6	-25	-17,7		
Chimie, caoutchouc, plastique	-18	-7,6	-12	-4,9	-19	-7,9		
Métallurgie et transformation des métaux	-51	-13,2	-50	-12,8	-60	-15,4		
Combustibles et carburants	-3	-11,0	-4	-16,2	-3	-12,2		
dont: services opérationnels	558	27,8	605	30,1	541	26,9		
Secteurs protégés d'intermédiation et de la construction	584	6,5	729	8,1	611	6,8		
Construction	295	13,4	322	14,6	187	8,5		
Finance et assurances	130	16,3	152	19,1	117	14,7		
Transports	120	10,7	182	16,2	130	11,7		
Poste et télécoms	-95	-22,5	-97	-22,9	-93	-21,9		
Distribution	138	4,2	135	4,1	251	7,7		
Hôtels et restaurants	55	5,6	96	9,8	79	8,1		
Eau, gaz, électricité	-59	-34,9	-62	-36,5	-62	-36,3		

Sources : INSEE, calculs Centre d'analyse stratégique-NEMESIS

Quels seront les secteurs porteurs à long terme ?

En définitive, la recomposition sectorielle de l'emploi telle qu'elle ressort des projections à 2030 fait apparaître une hiérarchie des secteurs porteurs qui se maintient dans tous les scénarios de croissance.

La sensibilité très différenciée des activités aux variations macro-économiques et aux incitations publiques modifie néanmoins significativement la composition sectorielle de l'emploi, accentuant ou rétractant certaines dynamiques d'emploi.

Les services aux entreprises sont les plus forts créateurs d'emploi et sont moins affectés que l'industrie par la crise, car ils bénéficient à long terme de potentiels d'optimisation de l'organisation et de la chaîne de valeur ainsi que d'une demande soutenue, alimentée non seulement par l'industrie, mais également par les autres services. Les services opérationnels (nettoyage, sécurité, intérim) créent entre 550 et 600 000 emplois en 20 ans, manifestant le maintien d'une flexibilité de l'emploi (l'intérim n'étant pas réparti ici par secteurs utilisateurs, ce qui aurait demandé une prospective fine de l'usage de l'intérim par secteurs). Les services à forts contenus cognitifs (R&D, conseil et assistance) offrent également d'importantes opportunités d'emploi (330 à 410 000 emplois créés en 2030). Ils bénéficient ainsi de la montée de l'immatériel dans la création de valeur.

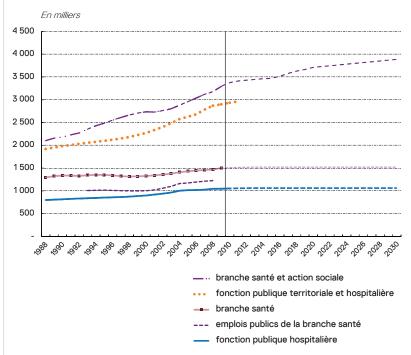
Les services d'utilité collective (santé, éducation, action sociale) ou liés à la personne (services personnels et domestiques) apparaissent comme des secteurs créateurs d'emploi, avec des modes de gestion publics ou privés (entre 721 000 et 826 000 emplois créés d'ici 2030). Soutenus par une demande en forte expansion (besoins sociaux liés au vieillissement, au fractionnement des structures familiales, au poids de la santé et de l'éducation), leur modèle économique est aujourd'hui très socialisé (soit directement par l'emploi public dans l'éducation ou la santé notamment, soit par transferts publics). Cette socialisation des dépenses va être fortement contrainte par l'ajustement budgétaire. Si les pertes d'emplois publics vont être concentrées dans les services centraux de l'administration centrale (et non dans les services d'utilité collective), la baisse des transferts incitera au développement plus important que par le passé d'une offre privée. Traditionnellement fortement contra-cycliques, ces secteurs seront également davantage soumis aux variations macro-économiques (et au renchérissement de la charge de la dette, imposant des transferts publics moindres).

Les activités d'intermédiation (logistique, finance, distribution) et de réseau (eau, télécommunications)

augmentent leur poids relatif en lien avec l'activité des entreprises et sont peu affectées par la crise. Ces secteurs disposent encore d'importantes marges de progression, à travers l'amélioration des process et la montée en gamme de leur offre. Ils sont fortement pourvoyeurs d'emploi à long terme (entre 300 000 et 340 000 emplois créés en 20 ans) à l'exception des industries de réseau (distribution d'eau et d'énergie, télécommunications), contraintes à des efforts de rationalisation liés aux coûts des infrastructures.

Les projections d'emploi manifestent également la sensibilité des secteurs d'activité aux inflexions de la croissance, qu'elles résultent de chocs exogènes ou de variations des politiques publiques et des comportements des ménages ou des entreprises.

TENDANCES DE L'EMPLOI DANS LA BRANCHE SANTÉ ET ACTION SOCIALE



Note : Dans le secteur de la santé et de l'action sociale, l'emploi pourrait croître au rythme de 0,7 % par an de 2010 à 2015, puis de 1,3 % par an de 2015 à 2020, et enfin de 0,5 % de 2020 à 2030. Sources : INSEE, DGAFP, projections Centre d'analyse stratégique



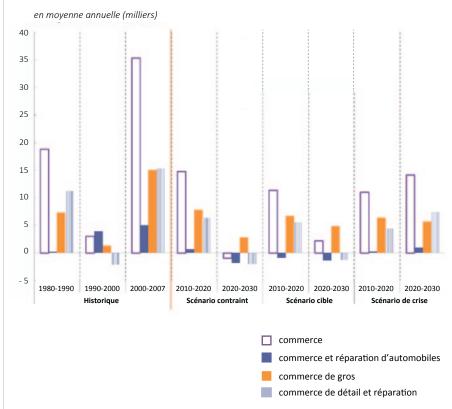
La construction et les activités immobilières sont très sensibles au cycle conjoncturel, en particulier à la hausse potentielle des taux d'intérêt. Ces secteurs bénéficient certes de ressorts structurels favorables : nouvelles fonctionnalités du bâtiment adaptées à une population vieillissante et aux exigences environnementales, évolutions sociodémographiques favorables (augmentation de la population étudiante, baisse de la taille des ménages, bonne tenue de la fécondité). L'hypothèse d'une crise financière les heurterait néanmoins de plein fouet. Ils sont susceptibles, à l'horizon 2030. de créer 322 000 emplois dans un scénario de stabilisation macro-économique, et seulement 187 000 dans un scénario de dégradation des conditions macroéconomiques.

L'industrie est, quant à elle, à la fois très vulnérable aux chocs macro-économiques et très réactive aux incitations publiques, ce que manifeste la variation de l'emploi industriel entre les scénarios. Contrepartie de la montée globale de l'immatériel, elle perd structurellement des emplois (régression de l'emploi industriel comprise entre 12 et 16 % en 2030), bien que de manière moins prononcée que par le passé (le recul de l'emploi industriel a été de 31 % dans les 20 dernières années). Les industries de haute technologie ou axées sur la qualité, qui sont aussi nos champions à l'exportation (pharmacie, aéronautique, agroalimentaire), continuent à créer des emplois dans le scénario contraint et le scénario cible, mais pâtissent fortement du scénario de crise. Les industries de moyenne technologie sont en fort renouvellement (automobile), tandis que celles disposant de basse technologie (textile) sont structurellement en déclin.

Enfin, deux secteurs, la distribution et le tourisme, créent plus d'emplois quel que soit le scénario, et créent même plus d'emploi dans la crise. Mais alors que dans les scénarios cible et contraint, c'est l'enrichissement des services et la qualité supérieure des prestations qui dopent l'activité et l'emploi, dans le scénario de crise, ce sont les stratégies low cost qui se développent, sur la base d'un emploi peu qualifié et morcelé.



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES SECTEURS DU COMMERCE



Source: INSEE, calculs Centre d'analyse stratégique-NEMESIS







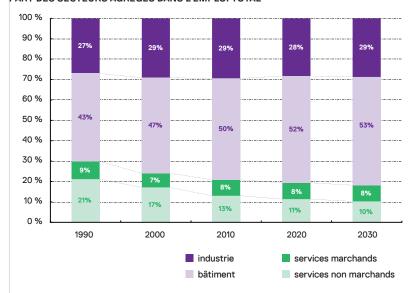




Qu'est-ce que cela nous enseigne ?

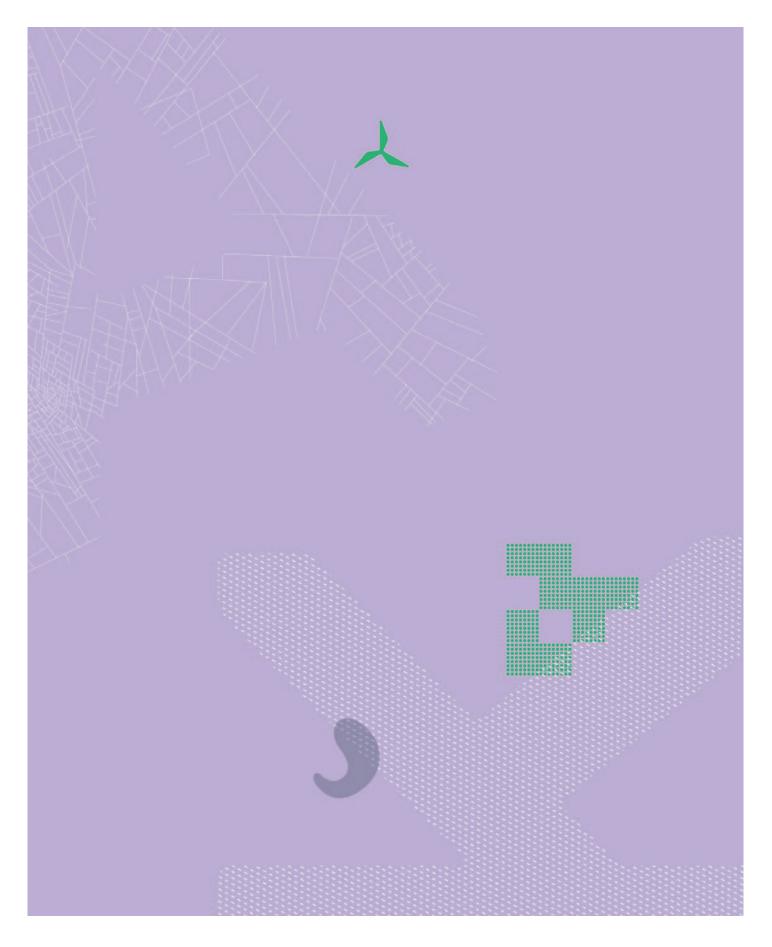
Il est des secteurs qui doivent faire l'objet d'une attention particulière, non seulement parce qu'ils constituent des moteurs essentiels de notre économie à moyen et long terme, mais aussi parce qu'ils sont particulièrement vulnérables à la concurrence internationale comme aux conditions de financement. Leur déclin éventuel pourrait durablement affecter les ressorts de notre croissance et de notre compétitivité. Il en va ainsi de la construction et des pans les plus dynamiques de l'industrie et des services aux entreprises, qui restent le creuset de l'innovation. Autre exemple, les secteurs d'utilité collective ou liés à la personne répondent à des besoins structurels et sont le reflet de nos préférences collectives au travers des transferts publics dont ils font l'objet. Ils seront eux aussi soumis à une plus grande variabilité du fait des restrictions budgétaires imposées par l'endettement des Etats.

PART DES SECTEURS AGRÉGÉS DANS L'EMPLOI TOTAL



Source : INSEE, calculs Centre d'analyse stratégique-NEMESIS







L'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise Directrice de publication : Anne Pons, Directrice générale
Responsable conférences : Cathie Allmendinger
Équipe projet : Cathie Allmendinger (CP), Nicole Crucy,
Jean Isenmann, Youssef Katiri, Colette Koenig,
Sophie Monnin, Virginie Muzart, Pierre Reibel
Photos intervenants : Jean Isenmann
Mise en page : Sophie Monnin

© ADEUS - Novembre 2012 - N° Issn : 2112-4167

Les publications et les actualités de l'urbanisme sont consultables sur le site de l'ADEUS **www.adeus.org**